

domaines qui nous intéressent particulièrement afin, entre autres, de prévenir les interventions indésirables des Soviétiques. » [Document 508]

Fait plus important, l'assouplissement de la politique soviétique a incité le ministère des Affaires extérieures à entreprendre un examen complet de la position du gouvernement à l'égard des pays satellites d'Europe de l'Est. Selon M. Ford, le Canada ne devait plus frapper d'ostracisme les satellites pour garder l'Union soviétique sur la défensive; il devait plutôt les faire participer de manière plus dynamique aux échanges économiques et culturels ainsi qu'au partage d'informations. M. Ford constatait, en juin 1956, « Les régimes ne vont pas être renversés; donc, il vaudrait mieux concentrer nos efforts pour essayer de les rendre plus acceptables à nos yeux ». « Notre politique devrait viser à encourager leur indépendance vis-à-vis de Moscou, tout en précisant clairement que nous n'avons pas d'intentions belliqueuses et que nous ne comptons absolument pas modifier radicalement leurs régimes sociaux et politiques actuels. » [Document 522]

L'Europe de l'Est, quant à elle, aspirait au changement. En automne 1956, des gouvernements communistes « nationalistes » ont vu le jour en Pologne et en Hongrie suite à l'agitation populaire qui a secoué les satellites. À la fin d'octobre, sous le regard stupéfait des habitants de la planète, des intellectuels et étudiants hongrois ont forcé les troupes soviétiques à se retirer de Budapest. La réaction de Moscou a été prompte et brutale. Les tanks et les soldats ont écrasé rapidement les rebelles mal armés et établi un gouvernement fantoche. Le sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Jules Léger, donnait cette explication : « L'erreur des rebelles et celle commise par [le Premier ministre Imre] Nagy pour s'être efforcé de satisfaire à leurs exigences a été d'essayer d'aller trop loin et trop vite ». [Document 463] Tandis que M. Pearson s'évertuait à faire sortir la Grande-Bretagne et la France de la situation fâcheuse dans laquelle elles se trouvaient au Moyen-Orient, le Canada se bornait à suivre l'exemple de Washington, qui consistait à condamner la conduite de Moscou en adoptant coup sur coup aux Nations Unies plusieurs résolutions, toutes aussi inutiles. Ces modestes témoignages de solidarité à l'égard du peuple hongrois, obtenus seulement au terme d'une longue querelle avec les délégations africaines et asiatiques à New York, ont déçu beaucoup de gens et leur ont donné l'impression d'avoir été trahis. « Je pense que nous devons reconnaître », concluait M. Ford, « que la démarche des Nations Unies à l'égard de la Hongrie a été dans une large mesure un échec ... On a refusé obstinément d'entendre la seule leçon utile que l'on aurait pu apprendre du groupe arabo-asiatique sur la nature du régime soviétique. » [Document 506]

Pour faire face au flot de réfugiés hongrois qui se répandait dans toute l'Europe à la suite de la crise, le Canada a également fait preuve d'un manque d'imagination. Comme les documents présentés au chapitre deux l'illustrent clairement, la réaction d'Ottawa a été lente et hésitante. M. Pearson insistait pour que le gouvernement verse une somme équivalant aux fonds qui affluaient de sources nationales et internationales pour aider les réfugiés, mais il a eu du mal à surmonter les difficultés. Il a exhorté le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, J.W. Pickersgill, d'accepter plus de réfugiés et pressé le Cabinet d'accorder des ressources supplémentaires. Le plus souvent, toutefois, il essayait un refus et subissait un échec. Le Cabinet hésitait à mettre à l'épreuve la capacité du pays d'absorber les réfugiés, et faisait preuve de scepticisme et de manque de solidarité à l'égard des efforts déployés par les Nations Unies en Europe.